



Un nouvel accord qui rend l'UE complice du génocide d'Israël à Gaza

Description

Alors que l'Union Européenne vient de ratifier sa complicité de génocide en refusant d'imposer des sanctions à Israël, l'Agence Média Palestine revient sur un accord conclu la semaine dernière entre l'Union européenne et Israël, entend permettre l'acheminement d'aide humanitaire dans la bande de Gaza, sans aucune garantie ni calendrier : il est question d'une nouvelle complicité du génocide perpétré par Israël à Gaza.

Par l'Agence Média Palestine, le 15 juillet 2025



Vendredi dernier était autorisée la première livraison de carburant à Gaza [depuis 130 jours](#), alors que les services hospitaliers et sanitaires alertent depuis des semaines sur les risques mortels de la pénurie de carburant orchestrée par Israël.

Cette livraison, « une goutte d'eau » comparée aux besoins, est le résultat d'un accord de principe conclu avec l'Union européenne (UE) annoncé la veille par la cheffe de la diplomatie européenne [Kaja Kallas](#). Cet accord, résultat de longs mois de négociation, doit permettre l'acheminement « à grande échelle » de l'aide humanitaire pour la population gazaouie, mais ne dispose pourtant d'aucune garantie, ni de quantité ou de temporalité précise.

Lâ??accord prÃ©voit une Â« augmentation substantielle du nombre de camions transportant quotidiennement des produits alimentaires et non alimentaires entrant Ã Gaza Â», ainsi que lâ??ouverture de Â« nouveaux points de passage Â» au nord et au sud de la bande de Gaza, selon un communiquÃ© rendu public par Kaja Kallas.

Si certain-es ont perÃ§u un signe positif dans la livraison de carburant autorisÃ©e vendredi, le porte-parole de lâ??ONU StÃ©phane Dujarric a pour sa part rappelÃ© que Â« la quantitÃ© acheminÃ©e hier ne suffit mÃªme pas Ã couvrir les besoins Ã©nergÃ©tiques dâ??une seule journÃ©e. Le carburant continue de sÃ©puiser et les services seront interrompus si des volumes beaucoup plus importants ne sont pas acheminÃ©s immÃ©diatement. Â»

La responsable de lâ??aide humanitaire de lâ??UE, Hadja Lahbib, a dÃ©clarÃ© aujourdâ??hui, alors que lâ??accord a Ã©tÃ© annoncÃ© depuis plus de cinq jours, quâ??IsraÃ©l ne le respectait toujours pas pleinement. Â« Nous avons constatÃ© quelques Ã©volutions positives. Il est vrai que certains camions peuvent entrer, mais nous ne savons pas exactement combien Â», a dÃ©clarÃ© Mme Lahbib aux journalistes Ã Bruxelles avant une rÃ©union des ministres des Affaires Ã©trangÃ©res de lâ??UE. Â« Ce qui est clair, câ??est que lâ??accord nâ??est pas pleinement mis en Åuvre. Â»

Un nouvel accord, alors que le premier nâ??est toujours pas suspendu

Cet accord et la prÃ©tendue Â« avancÃ©e sur le terrain Â» quâ??il apporte Ã©loigne surtout toute perspective de sanctions Ã lâ??encontre dâ??IsraÃ©l, au moins dans lâ??immÃ©diat. En effet, il intervient alors que les 27 Ã©tats-membres se rÃ©unissent aujourdâ??hui Ã Bruxelles pour dÃ©cider dâ??Ã©ventuelles sanctions imposÃ©es Ã IsraÃ©l, et notamment de la suspension de lâ??accord commercial qui lie lâ??union europÃ©enne Ã IsraÃ©l.

Â« Je suis sÃ»r quâ??aucune (mesure) ne sera adoptÃ©e par les Ã©tats membres Â», a assurÃ© lundi Ã Bruxelles le ministre israÃ©lien des Affaires Ã©trangÃ©res Gideon Saar, venu participer Ã lâ??invitation de Kaja Kallas Ã une rÃ©union avec des responsables de la rÃ©gion, Ã©gyptien, palestinien et syrien. Un diplomate europÃ©en a dÃ©clarÃ© Ã BFM que cet accord sur lâ??extension de lâ??aide humanitaire reprÃ©sentait un Â« progrÃ©s important Â» et que ce nâ??est Â« pas le moment Â» de discuter dâ??une Ã©ventuelle suspension de lâ??accord dâ??association.

Cet accord sur lâ??aide humanitaire, prÃ©sentÃ© comme lâ??aboutissement positif de discussions avec le ministre israÃ©lien des affaires Ã©trangÃ©res, est donc en rÃ©alitÃ© lâ??Ã©chec des Ã©tats-membres Ã sâ??accorder sur une condamnation rÃ©elle du gÃ©nocide israÃ©lien. Plusieurs Ã©tats membres, dont lâ??[Allemagne](#), insistent sur le droit dâ??IsraÃ©l Ã se dÃ©fendre, tandis que dâ??autres, comme lâ??Espagne, dÃ©noncent un gÃ©nocide Ã lâ??encontre des Palestiniens de Gaza.

Câ??est Ã©galement oublier de dÃ©noncer que la crise humanitaire que lâ??UE prÃ©tend rÃ©soudre a Ã©tÃ© orchestrÃ©e sciemment et stratÃ©giquement par IsraÃ©l. Â« La dÃ©pendance alimentaire et Ã©nergÃ©tique de Gaza a Ã©tÃ© lentement organisÃ©e par le pouvoir israÃ©lien Â», rappelait StÃ©phanie Latta Abdallah lors de lâ??implÃ©mentation par IsraÃ©l de la Gaza Humanitarian Foundation en mai dernier. Depuis, les centres de distribution de la [GHF](#) ont Ã©tÃ© le thÃ©Ã¢tre de [838 meurtres](#). Il nâ??est plus Ã dÃ©montrer que la famine et les structures humanitaires sont autant dâ??outils du nettoyage ethnique opÃ©rÃ© par IsraÃ©l Ã Gaza.

L' accord sur l' acheminement de l' aide humanitaire à Gaza conclut par l' Europe, quand bien même il serait mis en place, n' est donc pas une réelle réponse à la crise puisqu' il n' en identifie pas l' auteur. Ce nouvel accord est une ratification de la complicité européenne dans le génocide perpétré par Israël à Gaza.

L' UE complice

L' UE est le premier investisseur mondial en Israël, avec un volume près de deux fois supérieur à celui des États-Unis. Selon les dernières données du FMI sur les investissements étrangers, les États membres de l' UE détenaient 72,1 milliards d' euros d' investissements étrangers en Israël en 2023, contre 39,2 milliards d' euros pour les États-Unis.

Israël a lui-même investi 65,9 milliards d' euros dans l' UE, soit sept fois plus qu' aux États-Unis (8,8 milliards d' euros). Cela fait de l' UE la principale destination des investissements israéliens.

En 2024, malgré le génocide perpétré par Israël contre les Palestiniens à Gaza et son occupation illégale des territoires palestiniens occupés, l' UE a augmenté ses exportations vers Israël de 1 milliard d' euros, pour atteindre 25,5 milliards d' euros en 2023 et 26,7 milliards d' euros.

L' Europe pourrait donc frapper fort en suspendant son accord d' association avec Israël dans tous ses volets économiques, culturels ou politiques. Mais cela reste hautement improbable étant donné que ce type de décision nécessite l' unanimité des 27, et que des pays comme l' Allemagne et l' Italie y sont clairement opposés.

C' est cette complicité que dénoncent de nombreux-ses militant-es, qui appelaient à se rassembler aujourd' hui devant le conseil européen des Affaires étrangères de l' Union européenne, au moment où se réunissaient les États-membres, pour exiger des sanctions contre Israël et la suspension immédiate de l' accord d' association entre l' UE et l' État d' Israël.

« L' Union européenne et ses États-membres ont les moyens de faire respecter le droit international et les droits humains et, en agissant, de se démarquer et de s' opposer aux crimes en cours et à venir ! »

date création

2025/07/15